

6.2. Les moyens de lutte contre la crise économique actuelle

6.2.1. Introduction

Le but du présent article est de montrer que la crise économique actuelle résulte pour partie d'une doctrine économique fondée sur le libéralisme à outrance, doctrine qui était déjà d'actualité dans les années 1920-1930, avant que la Grande Dépression des années 30 ne suscite de nouvelles manières d'aborder le sujet, tâche à laquelle s'attela un certain John Maynard Keynes, auteur dont les thèses sont à nouveau prises en considération compte tenu de la récession qui prévaut en ce début d'année 2009 [a]

[Note a : l'article ayant été écrit cette année-là]

6.2.2. Place de Keynes parmi les économistes, son rôle en tant que père de l'économie sociale de marché

John Maynard Keynes est un économiste aujourd'hui décédé qui fut connu pour son ouvrage intitulé *La Théorie Générale sur l'Emploi, l'Intérêt et la Monnaie*, écrit en 1936 dans le sillage de la crise des années trente.

Les thèses de cet auteur, qui fut le principal promoteur de la nouvelle pensée économique après la Seconde Guerre mondiale, furent reléguées dans les oubliettes de l'histoire, en gros depuis les années 80, suite à la montée des thèses néolibérales favorables à une allocation des ressources basée uniquement sur les forces du marché.

Reste que si l'économie de marché régulée par l'État permit aux différents pays de vivre durant les trente glorieuses (années 1945-1975) sans crise financière majeure, la situation changea dès la suppression de la convertibilité du dollar en or par Richard Nixon.

Rappelons que l'économie sociale de marché repose, depuis les années 1945-1950, sur les principaux points suivants :

- plan Marshall mis en œuvre par les États-Unis en vue de favoriser le redémarrage des économies européennes ravagées par la Seconde Guerre Mondiale,
- accords cadre passés entre le patronat et les principaux syndicats de travailleurs dans les principales branches de l'économie (construction, métallurgie, transports, etc.),

- participation active de l'État à la formation et à la répartition des ressources (qui par une politique fiscale redistributive, qui par la naissance des caisses maladie, accident et retraite obligatoires, qui par le soutien des chômeurs et des plus défavorisés, qui par des bourses accordées aux étudiants et aux apprentis dans le besoin, qui par un soutien actif à la recherche et à l'innovation technologique - grâce notamment à l'émergence de nouveaux pôles de croissance -, qui par l'entretien d'une armée performante, qui enfin grâce à des plans directeurs destinés à alimenter la croissance à long terme et à contrecarrer les effets cycliques néfastes à court terme).

6-2.3. Instruments de la lutte contre l'inflation

Or tout cela s'est accompagné, avec le temps, d'une inflation des prix de plus en plus forte, alimentée par un prix des ressources énergétiques (le pétrole en particulier) qui atteignit des sommets durant les années 1973-1974 et 1989-1990.

L'inflation fut telle qu'elle déboucha, dès 1981, sur une politique monétaire très restrictive, de la part de la FED américaine, qui empêcha le président François Mitterrand de pratiquer, à l'échelle de la France, la politique sociale qu'il aurait voulu mener une fois installé à l'Élysée.

Au lieu de cela, tous les États se mirent à réduire leur déficit budgétaire et à favoriser une réduction de coûts dans les entreprises.

Sur le plan monétaire, toutes les banques centrales pratiquèrent une hausse des taux d'intérêt afin de contenir les pressions inflationnistes, chose qui conduisit à un important volet de chômage, lequel atteignit des sommets en Angleterre quand Madame Thatcher décida de briser le syndicat des mineurs en fermant la quasi-totalité des gisements miniers. Même schéma aux États-Unis dès l'accès de Ronald Reagan au pouvoir.

Le gouvernement américain, et les autres avec lui, pratiquèrent, dès cet instant, une politique économique fondée sur la théorie de l'offre, elle qui veut que l'État doive s'en tenir aux fonctions minimales régaliennes (défense, armée, sécurité intérieure), la production des autres ressources étant assurée par des entreprises privées qui, concurrence et lois du marché oblige, sont censées gaspiller moins de ressources que les entreprises contrôlées directement ou indirectement par l'État, permettant ainsi aux prix des biens et des services de diminuer, et à leur qualité d'augmenter.

6.2.4. L'économie mondiale depuis la chute du communisme

A part cela, une nouvelle donne va intervenir dès 1989 : la chute de l'empire soviétique et ses importantes répercussions sur l'équilibre mondial des forces, parmi lesquelles figurent en bonne place :

- L'effondrement, les uns après les autres, des différents partis communistes, et ce aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.
- La privatisation, à l'Est comme à l'Ouest, de quantité d'entreprises jusque là nationalisées.
- La perte de pouvoir, ou de puissance, à l'Ouest, des syndicats des travailleurs.
- Enfin, la domination, dans le domaine de la production et du commerce à l'échelle mondiale, par les compagnies ou entreprises multinationales (lesquelles profiteront de l'ouverture des marchés, autorisées par les nouvelles législations, à la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux, pour délocaliser les productions dans les pays à bas salaires (y compris dans ceux des anciens pays communistes qui viennent tout juste de passer dans le giron de l'économie de marché capitaliste : Chine, pays de l'Est, pays asiatiques, etc.).

Bref, l'économie va devenir mondiale au vrai sens capitaliste du terme, avec, comme conséquence, la précarisation des emplois dans les pays développés, et le développement concomitant d'activités très rentables, pour les investisseurs, dans les pays qui étaient autrefois, ou bien communistes, ou bien soumis au sous-développement dans le cadre de l'économie capitaliste.

Du côté des cycles économiques, l'économie mondiale va bénéficier d'un nouveau boom grâce au développement d'une économie fondée sur le développement des services, de l'information et de la communication, lequel atteindra son point culminant avant le krach des valeurs internet durant la période 2000-2001.

6.2.5. Cause de la crise économique actuelle

Dans le sillage de ce dernier, la baisse subséquente des taux d'intérêt voulue par la FED américaine va favoriser, avec le temps, le développement d'un marché immobilier américain, et, dans son sillage, un niveau de la consommation qui atteindra, en Amérique et dans le reste du monde, son point culminant en 2006, avant que la bulle immobilière n'éclate et ne provoque l'une des plus formidables crises financières que le monde ait jamais connue.

Dans cette affaire, tout est parti du marché des subprimes aux États-Unis, lesquelles sont des créances octroyées à n'importe quel citoyen américain afin d'acheter une maison, sans préjugé de la qualité ou de la solvabilité du débiteur.

A ceci près que les taux d'intérêt sur ce type de crédit ont été stipulés en termes variables dans les contrats, avec ce résultat que les emprunteurs ne pourront plus payer les annuités hypothécaires quand les taux d'intérêt à eux associés monteront en raison de l'inflation et du boom sur l'immobilier.

Quant aux institutions prêteuses, pour préserver leur image (et donc leur crédit, et donc aussi leur possibilité de voir la valeur de leur propre titre monter en bourse suite à la bonne note à elles accordée par les organes de contrôle), elles vont cacher les prêts à risque en les ôtant de leur bilan et en les confiant à des sociétés véhicule créées par elles, celles-ci ayant pour but de diluer le risque en titrisant les prêts, ou, ce qui revient au même, en refinançant les prêts en question grâce à l'émission de nouvelles obligations et à leur diffusion dans le marché.

Et pour mieux cacher les prêts à haut risques, ces mêmes sociétés véhicule mélangeront les créances à risque à d'autres créances plus sûres, au sein des obligations nouvelles, avec ce résultat que le détenteur des dites obligations ne saura bientôt plus à quoi elles correspondent en termes réels.

Ces dernières seront à leur tour financées par des billets de circulation à court terme émis par de nouvelles sociétés véhicule, celles-ci ayant un besoin urgent de liquidités afin de payer des taux d'intérêt de plus en plus élevés aux investisseurs à mesure du gonflement de la bulle immobilière.

Et pareil jeu de se poursuivre aussi longtemps que les prix de l'immobilier augmentent, chaque investisseur désirant profiter de l'aubaine, du moins jusqu'à ce que la pyramide s'effondre, chose que l'on a pu observer quand un nombre croissant d'emprunteurs à risque furent incapables d'honorer leurs annuités hypothécaires, et quand le marché de l'immobilier se satura pour cette raison même.

En effet, la quasi-totalité de la bulle immobilière américaine ayant été alimentée avec de la monnaie de crédit, la faillite, à un bout de la chaîne, entraîna une vague défailtante tout le long de cette même chaîne, jusqu'à atteindre des investisseurs de dernier ressort qui n'avaient aucune idée, vu le mélange des créances sûres, et non sûres, au sein des obligations nouvelles émises par les sociétés véhicule, du degré de risque encouru par eux.

Rappelons que les banques investisseuses et autres institutions financières qui créèrent ces sociétés véhicule, le firent afin de sortir les mauvaises créances de leur bilan et de les y stocker, préservant ainsi leur bonne réputation auprès des agences de contrôle chargés de noter les sociétés dont les actions sont cotées en bourse, leur permettant ainsi de profiter de la hausse de leur propre titre, à la bourse, afin de capter toujours plus d'épargne, et diriger celle-ci vers un marché immobilier

américain qui, tout en étant de plus en plus porteur en termes de profits ou d'intérêt, était aussi de plus en plus risqué.

Et plus la bulle immobilière va gonfler, plus les obligations à long terme chargées de garantir les crédits subprime vont être financées par des billets à court terme, les seconds servant alors à payer l'intérêt dû aux premières, conformément au jeu de l'avion.

Mais chaque médaille a son revers : le marché de l'immobilier arrivant à saturation, la baisse du prix des maisons va faire chuter tout l'édifice fondé sur le crédit, obligeant les sociétés véhicule à vendre leurs titres à perte, qui pour rembourser les propriétaires des billets à court terme réclamant leur argent, qui pour rembourser, en qualité de prêteur de dernier ressort, les investisseurs qui s'assurèrent chez elles en transférant sur elles, moyennant rémunération, le risque associé au non remboursement des crédits subprime.

Une fois la vente forcée commencée, c'est tout le marché du crédit qui s'en trouvera ébranlé, en raison de la panique des épargnants et de tous ceux qui réclameront leur argent.

6.2.6. Une mauvaise évaluation des effets de la dilution du risque associés aux nouveaux produits financiers

On notera au passage que dans cette affaire, les émetteurs des crédits subprime (ici sur des maisons habitées par des emprunteurs à risque) ont cru pouvoir diluer le risque en faisant garantir les prêts par d'autres investisseurs, moyennant le paiement d'un intérêt ou d'une commission.

Or si une telle dilution du risque a ceci d'avantageux qu'elle permet à la société émettrice du crédit de conserver son image de marque et de continuer à emprunter sur le marché des capitaux comme si de rien était, bénéficiant à cette occasion d'une montée des cours boursiers sur ses propres titres, le fait de cacher des créances hautement risquées parmi des créances sûres en titrisant le tout grâce à l'émission d'obligations nouvelles diffusées sur le marché, ce fait permet à des banques et à des sociétés de renom, d'une part de se préserver des mauvaises notes qui leur fussent accordées par les organes de contrôle, d'autre part de capter une épargne venue des quatre coins du monde s'investir dans des titres dont nul ne saura plus désormais s'ils sont risqués ou non.

Et quand ils s'avéreront tels grâce à l'effondrement du marché immobilier américain, ces mêmes institutions de renom dont on croyait qu'elles étaient les garantes de tout le système en achetant ou en garantissant les créances à risque adossées au marché immobilier américain, seront elles-mêmes menacées de faillite quand les déposants courront à la banque retirer leurs fonds.

Ces mêmes déposants y courront d'ailleurs d'autant plus vite que ces honorables institutions n'hésitèrent pas à investir leur argent dans ces affaires hautement

risquées que sont les crédits subprime, en leur faisant miroiter des rendements pharaoniques.

Bref, si les petites et moyennes institutions financières américaines furent les premières à être touchées par le krach immobilier américain, les plus grandes, qu'elles soient américaines ou d'origine étrangère, seront à leur tour menacées de faillite en raison, d'une part de la ruée des déposants, et, d'autre part, de la vente en cascade des créances bancaires et commerciales de toutes sortes (à supposer qu'un marché secondaire existe pour ces produits), y compris des créances qui étaient saines au départ et qui cessèrent de l'être quand les sociétés véhicule décidèrent de mélanger les créances sûres et non sûres au sein des obligations nouvelles - elles-mêmes étant vendues par tranches de risque différentes à des catégories, différentes elles aussi, d'investisseurs (caisses de retraite s'agissant des tranches les moins risquées, hedge funds s'agissant des entreprises les plus risquées).

6.2.7. La politique keynésienne à nouveau d'actualité dans le contexte de la crise économique actuelle

On peut résumer le tout en disant que la dérégulation des marchés entreprise dans les années 1980 a conduit, grâce à (ou à cause de) la création, à des fins spéculatives, d'une monnaie de crédit qui a pris un tour phénoménal suite à la politique de très bas taux d'intérêt qui a elle-même fait suite au dégonflement de la bulle internet en 2000-2001, à l'un des plus grands krachs immobiliers et financiers que le monde ait connu depuis les années trente.

ET c'est là que Keynes ressort du placard. Lui en effet qui conduisit la délégation anglaise à la négociation des accords de Bretton Woods en 1944, et dont les thèses furent remises au placard dès les années 80, est à nouveau d'actualité par suite de la crise financière actuelle.

Et que disent-elles, ces fameuses thèses keynésiennes ?

En gros, elles disent qu'en période de crise, la consommation et l'investissement manifestés par les agents privés, sont insuffisants, pour des raisons x ou y , à entretenir un niveau de la demande globale qui soit assez conséquent pour occuper toute la main d'œuvre disponible sur le marché du travail, et qu'à partir de là il importe que les pouvoirs publics (et donc l'État) interviennent pour soutenir cette fameuse demande effective.

Et comme les acteurs de l'économie sont également des investisseurs qui pensent à gagner de l'argent avec leurs titres, il importe que la politique monétaire mise en œuvre par les pouvoirs publics soit favorable à ce projet en permettant à ces mêmes acteurs de se dessaisir de leur liquidité aux profit des titres et des biens réels, ce qu'ils feront seulement s'ils anticipent une baisse du prix des biens concernés avant de les avoir achetés, et une hausse du prix des mêmes biens après les avoir achetés.

Mais si, en revanche, ils anticipent une baisse immédiate du prix desdits biens, ils garderont leur avoir liquide en prévision de les acheter à des prix abaissés.

De la même façon, ils garderont, s'ils sont travailleurs salariés, leur avoir liquide afin de vivre de leur épargne durant les mauvais jours. En d'autres termes, ils s'abstiendront de consommer ou d'investir s'ils prévoient une perte de leur emploi ou s'ils pensent gagner moins, durant la crise, en tant que travailleur salarié.

D'un autre côté, consommeront moins également tous ceux qui, rentiers, retraités, salariés, investisseurs, etc., ont perdu de l'argent à la bourse.

Tout ceci aura pour effet de réduire la consommation des ménages et les investissements des entreprises (étant entendu que le chiffre d'affaires de ces dernières repose, en dernier ressort - toutes branches confondues - sur la consommation des ménages, et celle-ci sur le niveau d'emploi).

Certes, il peut exister des différences, et même des différences importantes, d'une branche d'activité à l'autre, en raison des disparités de revenus qui existent dans la société, elles-mêmes ayant pour effet de créer différentes classes de consommateurs, chacune consommant des biens différents en qualité et en quantité, ce qui a pour effet de donner au paysage économique, en termes de branches d'activité, un profil qui serait différent si la distribution des revenus était elle aussi différente.

Même remarque s'agissant du paysage géographique :

Le profil des villes et villages n'est pas le même selon qu'une minorité de la population détient la quasi-totalité des richesses du pays ou de la région concernée, ou selon que la richesse est équitablement répartie parmi la population.

Toujours est-il qu'en cas de crise générale, tous les acteurs sont touchés par elle, que ceux-ci soient consommateurs, producteurs, rentiers, actionnaires, spéculateurs, salariés ou assistés sociaux.

Et parce qu'il en est ainsi, seule une intervention de l'État peut restaurer la confiance parmi des consommateurs qui ont réduit leur consommation et conservé une épargne en prévision de jours meilleurs, ou parmi des entreprises qui ont réduit leur volume de production et d'emploi en raison de méventes, ou enfin parmi des investisseurs qui attendent des jours meilleurs, en terme d'intérêts ou de profits spéculatifs, pour investir leurs liquidités.

C'est donc elle, confiance, qui va permettre d'endiguer une crise qui s'est propagée du secteur boursier et financier à l'économie réelle, et ce grâce à une baisse des valeurs boursières accompagnée d'une rupture de la monnaie de crédit qui poussa nombre de banques et d'entreprises à la faillite, faute de trésorerie suffisante - un manque de trésorerie qui se transformera en solvabilité insuffisante, de la part de ces mêmes banques et entreprises, une fois abaissé le niveau global de la consommation et de l'investissement productif.

6.2.8. La dimension particulière de la crise actuelle

Et si le raisonnement ici présenté est valable pour toutes les crises, celle que nous connaissons aujourd'hui a ceci de particulier qu'elle est née - comme nous l'avons noté tout à l'heure - d'un excès de crédit sur le marché immobilier américain, lequel débouchera, à son tour, sur un excès de crédit à la consommation, quand le prix de l'immobilier augmentera, permettant ainsi aux ménages américains qui se sont endettés grâce aux créances subprime, de continuer à emprunter auprès des banques, pour autant qu'ils mettent leur maison en nantissement, ou, ce qui revient au même, en garantie, en échange des nouveaux prêts.

Et quand le marché se retournera, les ventes forcées commenceront, elles qui obligeront les banques et les investisseurs à demander les remboursements de leurs avances, ou, autre scénario, à vendre, à perte, leurs actifs sur des marchés dépréciés, toutes choses qui provoqueront une ruée vers la liquidité, et la destruction concomitante de la monnaie de crédit, une destruction qui s'étendra progressivement à l'ensemble de l'économie.

Si donc la crise débuta dans l'économie monétaire, elle se transmet, grâce à l'effet de levier (ici un effet inversé) à l'économie réelle.

Et c'est là que doit intervenir l'État. Puisque celui-ci, dans ces conditions, devra actionner les volets monétaire et budgétaire afin de sortir le pays (qui est ici, vu la mondialisation, l'ensemble des pays) de la crise.

Par-delà le rôle, éminemment positif, joué par l'État, au moyen des leviers budgétaire (grâce notamment à l'investissement public) et monétaire (les deux ayant pour but d'entretenir un certain volume de revenu et d'emploi global), Keynes a également montré qu'il existe un état de l'économie appelé trappe à la liquidité

Il faut comprendre par là que toute baisse des taux d'intérêt, une fois ceux-ci proches de zéro, rend inopérante une action fondée sur la monnaie, obligeant les États à intervenir directement dans l'économie par des mesures budgétaires.

6.2.9. Les États-Unis plus portés que l'Europe aux méthodes keynésiennes en période de crise, pour des raisons historiques

Voilà pour la théorie.

Sur le plan de la pratique, il se trouve que les États-Unis ont toujours été plus enclins que les Européens, dans les faits, à pratiquer une politique keynésienne en période de crise, et ce en raison de la dépression des années trente vécue par eux, comparés, par exemple, à des Allemands qui se souviennent encore de l'inflation galopante de 1923 et des ravages causés à l'épargne accumulée dans les banques

par leurs aînés, ce qui explique toute réticence de ces mêmes Allemands à faire aujourd'hui du « déficit spending ».

A cela s'ajoute le fait que les Européens tirent aujourd'hui, comparés aux Américains, une partie essentielle de leur revenu de leur industrie d'exportation, ce qui pousse les gouvernements concernés à gérer l'économie nationale comme on gère une entreprise privée, à savoir en misant sur le contrôle des coûts salariaux grâce à une politique monétaire très stricte qui, depuis que l'euro existe, a toujours privilégié le chômage (structurel notamment) à l'inflation.

Bref, tandis que les États Unis vivent, depuis des décennies, sur le crédit à la consommation et à l'investissement, et sur le fait qu'une partie non négligeable de la dette publique est détenue par les États étrangers (Chine, Japon, etc.), les autres pays (et notamment l'Europe et le Japon) vivent d'abord sur l'épargne et sur le besoin de rester compétitifs en matière de coûts de production, tâche d'autant plus difficile à réaliser, aujourd'hui même, en raison de l'émergence de nouveaux pays de production sur la scène mondiale, lesquels bénéficient de coûts salariaux, sociaux et environnementaux très avantageux comparés à ceux des pays développés, phénomène accentué encore par les délocalisations accomplies ces dernières années par les gestionnaires des entreprises multinationales actuelles, eux qui font désormais sous-traiter, par les entreprises domiciliées dans les pays à bas salaires, les productions qu'assumaient autrefois leur propre entreprise, se contentant de contrôler les flux associés aux réseaux de distribution, au capital et au savoir faire.

Même tableau à propos des banques : de pourvoyeuses de services et de biens qu'elles étaient grâce au crédit, certaines d'entre elles sont devenues de pures conseillères en placement au service d'épargnants investisseurs en mal de profit spéculatif.

Elles ne se contentent plus de toucher des intérêts : elles perçoivent des commissions en pilotant des projets spéculatifs.

Et quand elles touchent des intérêts, ceux-ci portent sur des garanties bancaires adossées à des placements qui, en mélangeant les placements sûrs, ou plus ou moins sûrs, à des placements à haut risque, ne permettent plus aux gestionnaires des fonds de mesurer correctement les risques concernés.

6.2.10. Les États-Unis, première puissance économique du monde grâce aux innovations et à l'esprit d'entreprise

Pour en revenir aux États-Unis, bien que ce pays vive, grâce au crédit et à l'épargne des autres pays, au-dessus de ses moyens, il n'en demeure pas moins la première puissance économique du monde, et ce grâce à des innovations et à un progrès technologique favorisé par un esprit d'entreprise que l'on peine à retrouver dans une Europe où les entrepreneurs actuels ressemblent plus à des premiers de classe sortis tout droit des grandes écoles et plus enclins à jouer avec l'argent des autres

qu'avec leur propre argent, et plus enclins, aussi, à compter sur les pouvoirs publics en cas de défaillance de l'entreprise, bref ces gens-là ressemblent plus à des premiers de classe de cette sorte qu'à de véritables entrepreneurs.

A cela s'ajoute le fait que les États-Unis ont pu bénéficier d'une politique de bas taux d'intérêt pour investir dans tous les domaines, du moins jusqu'à ce que l'inflation des prix, aux États-Unis même, ne provoquât, ces dernières années, une montée des taux et un retournement de la spéculation immobilière ou boursière.

6.2.11. Le Japon des années 1990 et les États-Unis d'aujourd'hui : deux manières différentes d'aborder la crise

Mais là est la différence par rapport au Japon des années 90 : quand ce dernier fut en crise, à l'époque considérée, en raison d'un effondrement boursier lié au dégonflement d'une bulle immobilière alimentée jusqu'alors par des banques japonaises qui étaient de connivence avec la mafia et avec les partis politiques japonais, la sortie de la crise, au Japon, ne put s'opérer correctement, en dépit de la baisse des taux d'intérêt et de mesures budgétaires non négligeables, de la part du gouvernement japonais de l'époque, essentiellement pour deux raisons : d'une part parce que le Japon n'est pas la première puissance mondiale, et d'autre part parce qu'une partie non négligeable de son revenu repose sur les exportations, ce qui obligea le gouvernement de l'époque à maintenir compétitif un coût salarial japonais.

Or une telle mesure, suite à la crise immobilière et boursière, se traduit par un important volet de chômage.

En d'autres termes, la trappe à la liquidité où tomba l'économie japonaise, à cette époque, s'explique par le fait que l'économie japonaise est fortement intégrée à une économie mondiale dont on peut montrer qu'à pareille époque ses dirigeants ne pratiquaient nullement une politique keynésienne à l'échelle mondiale, empêchant ainsi les responsables japonais de pratiquer, à l'échelle nécessaire, une politique de ce type.

Ceci étant, on aurait tort de transposer le scénario japonais de l'époque au scénario américain d'aujourd'hui. D'abord parce que les États-Unis ne sont pas le Japon, ensuite parce que c'est toute l'économie mondiale qui est en crise (ou sur le point d'être en crise) à l'heure actuelle.

Cette crise-là étant née d'un excès de crédit sur un marché (i.e. le marché américain) qui est le premier du monde, à ce niveau toute rupture dudit crédit, en raison d'un retournement du marché boursier et de la spéculation, ne peut que déboucher, si rien n'est entrepris pour lutter contre, dans un premier temps, sur l'effondrement du système bancaire mondial, et, dans un second, sur celui de l'économie réelle dans son ensemble.

Dans ce contexte, les banques centrales, pour prévenir la déflation des prix et la dépression consécutive, se doivent de prendre des mesures drastiques, comme, par exemple :

- injecter suffisamment de monnaie dans les banques soupçonnées de faillite (afin de prévenir la ruée des déposants auprès des banques concernées),
- recapitaliser les grandes banques en faillite,
- garantir les crédits bancaires et commerciaux,
- et finalement intervenir elles-mêmes sur les marchés concernés afin de favoriser la baisse des taux d'intérêt.

Et si de telles mesures ne sont pas suffisantes en raison de la trappe à la liquidité mentionnée par Keynes, il s'agit d'actionner le volet budgétaire, comme le préconise Keynes dans sa *Théorie Générale de l'Emploi, de l'intérêt et de la Monnaie*.

6.2.12. Les erreurs commises par le Trésor américain et la Réserve Fédérale durant la crise actuelle

Si, sachant cela, on se place du point de vue de la FED et du Trésor américain, la grande erreur, pour ce qui les concerne, est d'avoir laissé tomber la banque Lehman Brothers, ce qui provoqua la plus grande panique bancaire de l'histoire, elle qui aurait certainement conduit à un effondrement de tout le système sans le soutien de cette même FED et des autres banques centrales vis-à-vis des grandes institutions financières et bancaires menacées de faillite (Citigroup, Paribas, UBS, Barclay, HSBC, etc. etc.).

Que ces faillites, ou pseudo faillites, résultassent d'une mauvaise gestion (notamment au niveau des risques), de la part des responsables des sociétés concernées, la question n'est pas là. La question est que si on laisse ces entreprises-là déchoir complètement, l'effet déflationniste sera semblable à celui que connut le monde durant les années trente.

6.2.13. Les origines de la crise actuelle

Tout ce gâchis n'est, il faut bien en convenir, que la conséquence d'une dérégulation des marchés à l'échelle mondiale, accompagnée qu'elle fut d'une politique monétaire américaine qui, des années durant, favorisa la croissance des économies réelle et financière grâce à de bas taux d'intérêt dont la vocation fut de pousser vers les sommets la spéculation immobilière et bancaire, le tout dans une ambiance de dérégulation des marchés favorable à la création des hedge funds et à leur possibilité de faire des profits gigantesques grâce à l'effet de levier, un profit qui se transformera en perte quand les bulles immobilières, bancaires et boursières éclateront les unes après les autres.